

Politiques sociales et transformations du travail : dynamiques interactives

Intercongrès organisé par le RT 25 (Travail, Emploi, Organisations) et le RT 06 (Protection sociale, politiques sociales et solidarités) de l'Association Française de Sociologie

Université de Reims Champagne Ardenne – 06 et 07 octobre 2016

Si l'articulation entre emploi et politiques sociales a été déjà largement étudiée, notamment sous l'angle de l'accroissement des formes d'emplois « atypiques » dans nos sociétés contemporaines, les dynamiques interactives entre la protection sociale et le travail restent peu analysées. Le but de ce colloque, organisé par deux réseaux thématiques de l'Association Française de Sociologie, est de proposer de réintroduire dans les analyses ce chaînon manquant tout en combinant contenu et sens du travail, conditions de travail, mais aussi implication, engagement, parcours de vie. Il s'agit de penser conjointement les évolutions des politiques sociales au sens large (en incluant les réflexions sur la protection sociale, la protection de la famille, les politiques de santé et d'assistance, etc.) et les mutations du travail qui concernent les institutions/organisations, les politiques, ainsi que les hommes et les femmes en activité.

L'éclatement actuel des formes d'emploi (multiplication des temps partiels, activités indépendantes, contrats spécifiques, mais aussi des dérogations au droit du travail et aux conventions collectives) a des incidences sur l'articulation entre le travail et les politiques sociales. Face à cet état de fait, quelles sont les contraintes et opportunités que recèle cette situation pour les individus et/ou les collectifs de travail ? Comment l'évolution des politiques sociales se répercute-t-elle sur l'emploi, le travail et/ou les organisations ? Inversement, comment les mutations de l'emploi, du travail ou des organisations influent-elles sur les politiques sociales ? S'intéresser aux effets réciproques de l'évolution de la protection sociale sur le travail, l'emploi et les organisations permet d'étudier l'émergence et l'institutionnalisation d'activités professionnelles propres à répondre non seulement à l'expression de nouveaux besoins sociaux mais aussi à des problématiques non prises en compte jusque-là. Ainsi en témoigne le développement des services à la personne, ou encore l'apparition de nouvelles activités au sein d'organisations déjà constituées, comme La Poste en France par exemple.

Outre la question classique des modalités selon lesquelles la protection sociale concourt à l'acceptabilité de l'économie de marché et des conditions de travail subordonnées, des interrogations resurgissent sur la légitimité de la protection sociale, notamment chez certains salariés aux conditions de travail « atypiques » et chez des travailleurs indépendants. La question de la légitimité croise aussi, de manière liée, la/les norme(s) d'emploi, d'acceptabilité des conditions de travail. Au côté des communications abordant le lien entre politiques sociales et emploi, cet appel cherche aussi à déplacer le regard en accueillant des contributions relatives aux manières dont les mutations du travail et des organisations agissent sur les politiques sociales et vice-versa.

Les propositions de communications peuvent s'inscrire dans l'un des axes suivants :

- 1/ Catégorisations, nouvelles formes d'activités ou d'emploi et protection sociale**
- 2/ Trajectoires professionnelles, parcours de vie, sens du travail**
- 3/ Nouvelles formes productives, risques et solidarités**
- 4/ Capitalisme, citoyenneté et politiques sociales**

1/ Catégorisations, nouvelles formes d'activités ou d'emploi et protection sociale

La complexification de la relation entre travail, emploi et accès à la protection sociale a contribué à l'émergence de nouvelles formes d'emploi (salarie ou non) et à une segmentation importante des marchés du travail. Elle crée également un bouleversement dans la relation entre les différentes formes d'emploi et les modalités d'accès aux régimes de protection sociale, tous n'y accédant pas. Comment se construit (ou, se déconstruit) la relation entre nouvelles formes d'activités et accès à la protection sociale ? Comment s'y joue l'accroissement des inégalités professionnelles, sociales et de santé ? Quelles sont les conséquences sur les rapports de genre ? Y a-t-il des résistances vis-à-vis de modèles émergents et des droits sociaux qui y sont ou non afférents ? La protection sociale peut-elle être dépréciée, ou perçue comme un dispositif de contrôle au point que certains préfèrent ne pas recourir à leurs droits ? Ou, le non recours ne peut-il pas renvoyer à la complexification de l'accès à ces droits ?

Ce premier type de questionnements concerne également l'émergence de nouvelles formes d'activités et de nouveaux contenus du travail (encadrés et/ou suscités par l'action publique) aux frontières des secteurs public/privé marchand, associatif et « familial ». Ceux-ci, à la fois, transforment les métiers de la protection sociale (par exemple, avec le développement des services de « care » et d'aide à la personne, autrefois confinés dans la sphère domestique) et dont l'enjeu de reconnaissance dans des nomenclatures de catégories professionnelles conditionne l'accès au droit du travail et aux droits sociaux pour les personnes concernées – qui sont, le plus souvent, des femmes.

La question des catégorisations permet aussi d'étudier les décalages entre des politiques sociales nationales ou supranationales, en termes d'agenda de certains problèmes publics et des besoins / préoccupations émanant des acteurs locaux. Par ailleurs, dans quelle mesure les acteurs publics locaux réussissent-ils à faire remonter leurs problématiques ? Leur montée en responsabilité observée dans de nombreux pays permet-elle une meilleure adaptation aux configurations locales spécifiques (en termes de pyramide des âges, de problématiques de santé, d'emploi par exemple) ?

2/ Trajectoires professionnelles, parcours de vie, sens du travail

L'émergence et la disparition d'activités et des métiers associés entraînent des reconversions professionnelles. La notion de trajectoires professionnelles permet de repositionner le lien emploi / protection sociale, au regard des parcours de vie des individus, et aussi de valoriser les transitions entre les différents statuts qui cohabitent/coexistent sur le marché du travail. Comment des dispositifs publics de sécurisation sont-ils mis (ou non) en place pour soutenir ces transitions ? Quels sont les effets du soutien et de la prise en charge par l'État de certaines activités ? Comment les parcours de vie s'articulent-ils à la protection sociale ?

Les risques accrus de chômage, les phénomènes de décohérence, et plus largement les accidents de la vie déstructurent les parcours de vie et mettent au cœur des préoccupations des pouvoirs publics les questions de sécurisation professionnelle ainsi que les enjeux portés par les *marchés transitionnels* qui peuvent, selon les cas, organiser des facilités de formation ou des passages à temps partiel avec revenu complémentaire lors de retour de maternité par exemple. Dans ce contexte de discontinuité, quels sont les effets de ces trajectoires sur l'implication et l'engagement dans le travail ? Comment la norme d'emploi (protégé, instable, précaire, etc.) joue-t-elle un rôle dans le sens (ou la perte de sens) donné(e) au travail ? Comment la trajectoire professionnelle produit-elle des effets sur le travail ? Qu'est-ce que le rapport à l'emploi transforme dans la manière de travailler ? Par exemple, des précaires sont-ils à même de produire des services de protection sociale ?

3/ Nouvelles formes productives, risques et solidarités

Le travail contemporain, marqué par ces nouvelles formes productives, n'est pas exempt de risques individuels et collectifs. Le développement des services à la personne, ainsi que les modes de reconnaissance du travail de « *care* » peuvent aussi, être interprétés comme des réponses à un « nouveau risque », au regard du développement des politiques d'accompagnement de la perte d'autonomie.

Ces nouveaux risques questionnent l'adaptation des politiques sociales et la manière dont les solidarités se reconfigurent. Qui (le marché, l'employeur, l'État, l'individu, son entourage) prend alors en charge l'incertitude ? Qu'en est-il de la répartition, à terme, des responsabilités dans ce domaine entre État, entreprises, tiers secteur et individus ? Certains acteurs se déchargent-ils de leurs responsabilités en les transférant à d'autres ? Et de manière simultanée, n'assiste-t-on pas à un mouvement de désaffection vis-à-vis des politiques sociales qui ne jouent plus leur rôle de sécurisation ?

Symétriquement, la question posée est aussi de savoir si les risques associés aux nouvelles formes productives peuvent être le vecteur de nouvelles formes de lien social et de solidarités. Le développement de sociétés coopératives et participatives (SCOP), de groupements d'employeurs ou le recours à la notion d'*empowerment* (en tant que capacité de l'individu à agir et à se prendre en charge) par exemple renvoient-ils à ces nouvelles formes ? Comment la transformation du système de protection sociale modifie-t-elle le travail des producteurs de services sociaux et des travailleurs des métiers du social ?

4/ Capitalisme, citoyenneté et politiques sociales

L'étude des formes d'articulation renouvelées entre politiques sociales et transformations du travail permet de saisir plus largement les reconfigurations du capitalisme et de l'accès à la citoyenneté. À une échelle macro-sociologique, les politiques sociales peuvent être analysées comme un moyen de participer à la soutenabilité de l'économie de marché. En questionnant la déconnexion entre citoyenneté et accès aux droits sociaux, les contributions pourront revenir sur les nouvelles répartitions des tâches entre l'État et le marché ainsi que la montée en puissance des acteurs de l'économie sociale et, *in fine*, sur la place de la protection sociale dans les sociétés.

Les réflexions sur l'universalité des politiques sociales questionnent aussi le renouvellement des conditions et des formes de la citoyenneté, qui diffèrent selon les modèles d'Etats-providence puisque par exemple, dans les pays nordiques, l'accès à la citoyenneté est déconnecté du travail. Il existe en effet différents statuts qui permettent aux individus – travailleurs/chômeurs/inactifs, pauvres/riches, hommes/femmes, enfants/vieillards... – d'accéder à des droits et des prestations. Au sein de ces configurations complexes, les nouvelles formes d'activités apparaissent comme des modalités parmi d'autres pouvant, ou non, donner accès à des services et prestations, agaçant plusieurs types de droits et produisant différentes formes de citoyenneté. L'évolution des politiques n'est cependant pas linéaire. Alors que certaines tendent à resserrer le lien entre emploi et protection sociale, d'autres le conditionnent à des performances et engagements divers. Quels sont les schémas qui sous-tendent les politiques dites « d'activation » ? Comment les politiques publiques conçoivent-elles, légitiment-elles, diverses relations entre travail, emploi et modes d'accès à certaines prestations sociales (assistance, accès aux services de santé et aussi, dispositifs de soutien médical, psychologique et social visant le travail d'aide informelle etc.) ? Comment composent-elles avec les différentes formes de citoyenneté qui se dessinent par ce biais ?

Cet appel à communication porte intérêt à tout type d'analyse étudiant ces formes d'articulation renouvelées entre travail et politiques sociales et les reconfigurations qu'elles créent. Il s'adresse aux sociologues, mais également aux autres disciplines (économie, gestion, droit, science politique, histoire,...) qui étudient cette thématique sous un angle interdisciplinaire et/ou comparatif. Une publication collective réunissant les meilleures communications sera envisagée à l'issue de ce colloque.

Calendrier :

Proposition de communication : envoi d'un résumé (5 000 signes espaces compris maximum, éléments bibliographiques inclus, présentant explicitement une problématique, la méthodologie et les matériaux) par voie électronique à nadege.vezinat@univ-reims.fr et à olivier.giraud@cnam.fr pour le **18 mars 2016**

Réponse du comité d'organisation : 15 avril 2016

Réception du texte de la communication (30 000 à 40 000 signes espaces compris, bibliographie incluse) : **1^{er} septembre 2016**

Colloque : jeudi 06 et vendredi 07 octobre 2016 à l'Université Reims Champagne-Ardenne – Campus Croix Rouge, 57 bis rue Pierre Taittinger, 51 096 REIMS Cedex

Comité d'organisation local - Université de Reims Champagne Ardenne-REGARDS :

- Nadège Vezinat, Maîtresse de conférences, URCA, REGARDS
- Jean-Paul Domin, Maître de conférences HDR, URCA, REGARDS
- Florence Gallois, Maîtresse de conférences, URCA, REGARDS
- Amandine Raully, Doctorante, URCA, REGARDS

Comité scientifique :

- Bernard Sophie, Maîtresse de conférences, Université Paris Dauphine, Irisso
- Bresson Maryse, Professeure des Universités, Université de Versailles Saint Quentin, Printemps
- Colomb Fabrice, Maître de conférences, Université d'Evry, Centre Pierre Naville
- Destremeau Blandine, Directrice de Recherches CNRS, IRIS-EHESS
- Durand Jean-Pierre, Professeur des Universités, Université d'Evry, Centre Pierre Naville
- Frotiée Brigitte, Sociologue, membre associée de l'ISP, ENS-Cachan
- Gérôme Clément, Doctorant, Université Paris Est Créteil, LIRTES
- Giraud Olivier, Directeur de Recherches CNRS, science politique, Lise CNRS-Cnam
- Glaymann Dominique, Maître de conférences HDR, Université Paris Est Créteil, LIPHA
- Hudebine Hervé, Maître de Conférences, Université de Bretagne Occidentale, LABERS
- Moatty Frédéric, Chercheur, Centre d'Etudes de l'Emploi
- Perrin-Joly Constance, Maîtresse de conférences, Université Paris 13, IRIS-EHESS
- Poussou-Plesse Marielle, Maîtresse de conférences, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier
- Tiffon Guillaume, Maître de conférences, Université d'Evry, Centre Pierre Naville